

<http://www.snetap-fsu.fr/Auvergne-nous-ne-siegerons-pas-au,3436.html>



Auvergne : "nous ne siégerons pas au CTREA"

- En Région -

Date de mise en ligne : jeudi 19 mars 2015

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Pourquoi ?

...nous n'avons pas de mandat pour mettre en œuvre avec l'Administration des politiques d'austerité !...

Nous ne siégerons pas pour les mêmes raisons précises lors des prochains [CTREA](#).

Nous ne sommes toujours pas entendus par la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt et par le Ministère de l'Agriculture qui poursuit la politique d'austerité.

Le dialogue social est de ce fait impossible dans le cadre préalable d'une enveloppe budgétaire restreinte et insuffisante pour répondre au fonctionnement normal du service public d'enseignement agricole.

Ces restrictions budgétaires sont présentées comme un fait indiscutable et inévitable.

Ainsi tous les arguments objectifs n'ont plus leur place, les revendications ne sont pas prises en compte, les principes démocratiques sont bafoués.

Pourtant ces restrictions ne sont-elles pas le résultat de choix politiques ?

Nous demandons à ce gouvernement de faire d'autres choix afin de permettre le bon fonctionnement du service public d'enseignement agricole. D'années en années, les politiques d'austerité, de désengagement de l'État ont permis de fermer des établissements, des classes, de supprimer des heures d'enseignement, des postes d'enseignants, d'administratifs, de surveillants, de personnels d'entretien et de services. Les [EPL](#) sont accumulés et mis en difficultés financières, les personnels sont sur-sollicités et pour beaucoup à bout de souffle.

La rentrée 2015 se prépare dans ce même cadre de la politique d'austerité, avec une dotation globale horaire insuffisante pour satisfaire les besoins, des postes de fonctionnaire ont été supprimés. Il manque des moyens pour l'encadrement des élèves et en particulier des assistants d'éducation.

Il manque des infrastructures, des personnels [ATT](#).

De ce fait, l'[EAP](#) ne répond pas aux attentes des jeunes et des familles, alors que les « Journées Portes Ouvertes » laissent croire aux familles que leurs enfants seront accueillis.

Nous avons été élus et nous détenons un mandat pour défendre le service public et les statuts qui lui sont associés. Nous n'avons pas de mandat pour mettre en œuvre, avec l'Administration, les politiques d'austerité mises en place.

Aussi nous rappelons, ici, quelques unes de nos propositions pour un bon fonctionnement du service public, afin que ses agents puissent remplir convenablement leurs missions :

1. Rétablissement de tous les postes statutaires supprimés ou manquants. Création de postes à hauteur des besoins pour une véritable titularisation des agents contractuels.

Auvergne : "nous ne siégerons pas au CTREA"

2. Ouverture des classes demandées par les établissements publics, qui répondent à des besoins de Service Public (sauf les demandes d'ouverture en partenariat avec l'Enseignement Agricole Privé).
3. De doublement des classes, de la seconde au [BTS](#), avec une classe pour chaque option de formation.
4. Paiement des frais de placement pour tous les enseignants exerçant sur 2 établissements.
5. Arrêt des contre-reformes et abrogation de toutes celles qui ont mis à mal le Service public d'enseignement. Seul un Service Public de qualité, en toute neutralité, est capable d'instruire la citoyenneté et aux « valeurs » de la République démocratique, laïque et sociale.
üü
Les représentants SNETAP au [CTREA](#)